QC.

CONSEIL D'ETAT - RAAD VAN STATE
LEGISLATION - WETGEVING
L
24-10-1990
Vandemeulebroecke
Transmis à M.
Overgemaakt aan de H.

L. 19.647/2.

ROYAUME DE BELGIQUE.

KONINKRIJK BELGIE.

AVIS DU CONSEIL D'ETAT.

ADVIES VAN DE RAAD VAN STATE.

Le CONSEIL D'ETAT, section de législation, deuxième chambre, saisi par le Vice-Premier Ministre et Ministre de la Justice et des Classes moyennes, le 8 février 1990, d'une demande d'avis sur un projet de loi "modifiant le Code judiciaire en matière d'introduction des causes et d'instruction des demandes en première instance et en degré d'appel", a donné le 8 octobre 1990 l'avis suivant :

De RAAD VAN STATE, afdeling wetgeving, tweede kamer, op 8 februari 1990 door de Vice-Eerste Minister en Minister van Justitie en Middenstand verzocht hem van advies te dienen over een ontwerp van wet "tot wijziging van het Gerechtelijk Wetboek inzake de inleiding en de behandeling van de vorderingen in eerste aanleg en in hoger beroep", heeft op 8 oktober 1990 het volgend advies gegeven :

EXAMEN DU PROJET.

Intitulé.

La loi en projet ne modifie pas seulement les dispositions relatives à l'introduction et à l'instruction des causes, mais elle apporte aussi des modifications aux dispositions relatives à l'organisation judiciaire et à la compétence.

Par conséquent, l'intitulé serait mieux rédigé comme suit :

"Projet de loi modifiant le Code judiciaire".

Dispositif.

Article 1er.

Le texte néerlandais de l'alinéa 2, deuxième phrase, de l'article 91, en projet, devrait être rédigé en tenant compte de l'observation qui est faite dans la version néerlandaise du présent avis.

L'alinéa 3 se termine par la phrase suivante :

"Cette demande ne peut être faite en cas d'application des articles 811 à 814".

.../...

Les articles 811 à 814 du Code judiciaire règlent l'intervention volontaire ou forcée. Selon le délégué du ministre, cette référence aux articles 811 à 814 signifie que le renvoi devant une chambre à trois juges ne peut pas être demandé à l'occasion d'une intervention. L'intention de l'auteur du projet serait, dès lors, mieux exprimée par le texte suivant :

"Cette demande ne peut être faite à l'occasion d'une intervention volontaire ou forcée".

Article 7.

L'article 617, alinéa 1er, en projet fixe le montant du dernier ressort à 100.000 F pour les jugements du tribunal de première instance et du tribunal de commerce et à 50.000 F pour les jugements du juge de paix. Cette solution est incohérente.

En effet, elle prive les justiciables qu'oppose un litige de plus de 75.000 F et de moins de 100.000 F d'une voie de recours qui est accordée aux parties à un litige de plus de 50.000 F et de moins de 75.000 F, alors que les premiers seront, comme les seconds, jugés par un juge unique.

Il y a lieu de rappeler, - ce qui met particulièrement en évidence l'incohérence signalée ci-dessus, - que le texte ancien fixait uniformément à 15.000 F pour le juge de paix, le tribunal de première instance et le tribunal de commerce, le montant du dernier ressort.

.../...

Article 8.

L'article 620 que l'article 8 du projet abroge est une règle traditionnelle du droit judiciaire qui assure l'égalité des parties indépendamment de leurs positions procédurales.

La nouvelle règle présente l'inconvénient de permettre au seul demandeur de déterminer si la cause peut être soumise ou non au juge d'appel.

A la lumière de ces observations, il y a lieu de revoir cet article, d'autant que le défendeur disposera incontestablement de moyens procéduraux (introduction d'une action parallèle suivie de jonction des causes) qui iront à l'encontre du but recherché en allongeant la durée de la procédure et en en alourdissant le coût.

Article 11.

Paragraphe 1er.

L'article 735, § 1er, en projet serait mieux rédigé comme suit :

"Art. 735, § 1er. A l'égard de toute partie com-parante, les causes qui n'appellent que des débats succincts peuvent être retenues à l'audience d'introduction ou remises pour être plaidées à une date rapprochée, pour autant que la demande motivée en ait été faite dans l'acte introductif d'instance ou par la partie défenderesse".

.../...

Cette modification fait apparaître clairement que la demande doit être motivée aussi bien par le défendeur que par le demandeur.

Paragraphe 2.

Le dernier alinéa du paragraphe 2 serait mieux rédigé comme suit :

"La demande peut être rejetée pour des motifs qui ... (la suite comme au projet)".

Article 12.

Dans la phrase liminaire du texte français, il faut écrire, dans le texte français, "... un § 1er ...".

Il en est de même, à l'article 13, dans l'article 747bis en projet, et à l'article 19, dans l'article 753 en projet, alinéa 5.

Paragraphe 1er.

On n'aperçoit pas la raison pour laquelle une partie doit envoyer l'inventaire des pièces qu'elle a déposées au greffe à la fois à la partie adverse et à son avocat.

.../...

Il est proposé d'écrire :

"L'inventaire des pièces déposées est adressé à la partie adverse ou à son avocat".

Article 13.

Pour la compréhension de la nouvelle disposition, il serait préférable d'en faire l'article 747 du Code judiciaire, en complétant éventuellement le texte en projet d'un paragraphe 3 qui reprendrait l'actuel article 747.

L'article 747 nouveau que l'article 13 insère dans le Code judiciaire exprime le principe suivant lequel des conclusions tardives ne peuvent plus être déposées à l'audience, sauf exception; elles doivent être déposées un mois avant l'audience fixée.

L'article 747 existant suivant lequel :

> "747. Lorsque les parties prennent sur le barreau des conclusions nouvelles, elles sont tenues de les remettre au juge, qui les vise",

ne déroge pas à ce principe, mais se limite à fixer une règle de procédure, à savoir une forme à respecter.

L'article 747 précité ne pourra s'appliquer que dans les cas exceptionnels prévus dans le projet où il est possible de déposer des conclusions durant le mois qui précède l'audience, ou éventuellement à l'audience.

Article 14.

Selon le paragraphe 2 de cet article,

"§ 2. Le juge peut après le dépôt des premières conclusions du défendeur, ordonner la comparution personnelle des parties; dans ce cas il est fait application des articles 992 et suivants".

Suivant l'exposé des motifs (p. 28), cette mesure est prévue en vue de favoriser une conciliation des parties. On peut douter qu'elle permette d'y parvenir car le formalisme qui entoure cette mesure, et notamment la référence à l'article 949 du Code judiciaire relatif au procès-verbal d'enquête, n'est pas de nature à favoriser la conciliation et, par conséquent, à atteindre le but poursuivi par le législateur.

Il serait préférable de faire référence à la procédure de conciliation prévue par les articles 731 et 733 du Code judiciaire.

Article 16.

Au dernier alinéa du texte français de l'article 750 en projet, il y a lieu d'écrire :

"Le greffier informe les parties ... (la suite comme au projet)".

Article 17.

Paragraphe 1er.

L'article 751, § 1er, en projet serait mieux rédigé comme suit :

"Art. 751, § 1er. La partie la plus diligente peut requérir un jugement réputé contradictoire à l'égard de la partie qui est défaillante lors de l'introduction ou à une audience ultérieure ou qui n'a pas conclu dans le délai fixé, si elle a fait avertir cette partie des lieu, jour et heure où le jugement sera requis et de ce que ce jugement aura un caractère contradictoire même en son absence.

Au premier degré de juridiction, l'avertissement est donné par huissier de justice au défendeur qui n'a pas comparu à l'audience d'introduction ni à une audience ultérieure lorsque la citation n'a pas été signifiée au défendeur, soit à personne ou à domicile, soit conformément à l'article 38, § 1er. Dans les autres cas, l'avertissement est donné par le greffier sous pli judiciaire; le cas échéant, le greffier avertit aussi, par simple avis, l'avocat de la partie. L'avertissement contient le texte du présent article.

A l'égard de la partie qui a comparu à l'audience d'introduction ou à une audience ultérieure, cet avertissement ne peut être donné qu'à l'expiration d'un délai d'un mois à partir de la communication des pièces.

La partie à laquelle l'avertissement est donné ... (la suite comme au 3° de l'article 751 en projet)".

Paragraphe 2.

Le texte de l'alinéa 1er doit être légèrement modifié pour tenir compte du nouveau texte proposé pour le paragraphe 1er.

Il faut remplacer "§ 1er, 1°", par "§ 1er, alinéa 1er" et "§ 1er, 3°", par "§ 1er, alinéa 4".

Le texte néerlandais des alinéas 2, 3 et 4 de ce paragraphe serait mieux rédigé ainsi qu'il est proposé dans la version néerlandaise du présent avis.

Paragraphe 3.

Au paragraphe 3, les mots "délai d'un mois" sont à remplacer par "délai de deux mois". Si le nouveau texte proposé pour le paragraphe 1er est accepté, il faut remplacer, dans le paragraphe 3, la référence au § 1er, 3°, par une référence au "paragraphe 1er, alinéa 4".

Paragraphe 4.

Le texte néerlandais du paragraphe devrait être rédigé comme il est proposé dans la version néerlandaise du présent avis.

Article 19.

Si le texte proposé ci-dessus pour l'article 751 est accepté, il faut modifier les références à l'article 751 : à l'alinéa 1er, remplacer "§ 1er, 1°", par "§ 1er, alinéa 1er", et à l'alinéa 5, remplacer "§ 1er, 2° et 3°", par "§ 1er, alinéas 3 et 4".

Article 20.

L'article 20 remplace l'article 755, qui règle la procédure écrite, par un nouveau texte qui diffère du texte actuel en ce qu'il prescrit le dépôt des dossiers au greffe et non plus à l'audience. Si l'auteur du projet entend permettre le dépôt à l'audience en cas de comparution volontaire, l'alinéa suivant devrait être intercalé entre l'alinéa 1er et l'alinéa 2 :

"Par dérogation à l'alinéa 1er, les mémoires, notes, pièces et conclusions peuvent être déposés à l'audience quand les parties comparaissent volontairement comme le prévoit l'article 706".

Le texte néerlandais de la première phrase de l'alinéa 1er devrait être rédigé ainsi qu'il est proposé dans la version néerlandaise du présent avis.

Dans l'alinéa 2, il y a une discordance entre les textes français et néerlandais. Il convient d'y remédier.

Le texte néerlandais de la première phrase de l'alinéa 3 devrait être rédigé ainsi qu'il est proposé dans la version néerlandaise du présent avis.

A la fin de l'article 755, alinéa 3, en projet, il vaut mieux écrire en français : "... directement par pli judiciaire".

A l'alinéa 4, seconde phrase, les mots "Le cas échéant" sont ambigus et devraient être précisés. Il se pourrait, en effet, que, dans l'intention des auteurs du projet, le juge puisse encore admettre des pièces après le dépôt du dossier, notamment à la suite d'une explication qu'il aurait demandée et qui aurait été fournie par les parties ou par l'une d'elles.

Article 21.

L'article 756 actuel vise un cas de demande unilatérale de la procédure écrite. On peut se demander si les conditions d'application de l'article 756 précité ont bien totalement disparu, comme l'explique l'exposé des motifs.

En effet, suivant l'article 756, soit que les parties aient conclu, soit qu'il ait été fait application des articles 752 ou 753, la partie présente à la barre ou son avocat, peut, si la cause a fait l'objet de trois fixations sans avoir été plaidée, recourir à la procédure écrite en faisant la déclaration requise, soit à l'audience, soit au greffe.

Il convient de revoir l'article 756 en projet pour déterminer si son abrogation s'impose vraiment, comme semble l'indiquer l'exposé des motifs (page 12).

Article 22.

L'article 764 en projet ne tient pas compte, pour le 2°, de la loi du 26 juin 1990 relative à la protection de la personne des malades mentaux (Moniteur belge 27 juillet) dont l'article 38, § 5, modifie l'article 764, 2° comme suit :

> "2° les demandes relatives à l'envoi en possession des biens d'un absent; à la tutelle d'un mineur ou d'un interdit; à l'administration des biens d'une personne qui fait l'objet d'une mesure de protection prise en application de la loi du 26 juin 1990 relative à la protection de la personne des malades mentaux".

Ce texte n'est pas encore entré en vigueur, mais, afin d'éviter toute difficulté, il paraît s'imposer de le reproduire dans le projet actuel.

Il convient donc de compléter la phrase liminaire en visant la loi du 26 juin 1990 et de remplacer le 2° en projet par le texte reproduit ci-dessus.

Le texte néerlandais de l'article 764, en projet, devrait être rédigé en tenant compte de l'observation qui est faite dans la version néerlandaise du présent avis.

Article 24.

L'alinéa 3 de l'article 769 en projet serait mieux rédigé comme suit :

"Quand il a été fait application de l'article 755, la clôture des débats a lieu de plein droit un mois après le dépôt des dossiers au greffe ou est prononcée par le juge le jour où lui sont fournies les explications orales qu'il a demandées".

Article 25.

En raison de la règle énoncée dans l'article 2 du Code judiciaire et de la généralité des termes du texte en projet, il convient d'ajouter, à l'alinéa 1er de l'article 770 en projet, après les mots "juges de paix" les mots "et les juges au tribunal de police".

Selon l'article 770, alinéa 5, en projet,

> "sauf en ce qui concerne le jugement de l'action publique, le juge ne doit prononcer que le dispositif du jugement, en se référant aux motifs indiqués à la minute, à moins que les parties ou leurs avocats ne demandent la lecture des motifs".

L'exposé des motifs indique que cette disposition se fonde sur une interprétation de l'article 97 de la Constitution qui "n'implique pas ... que la lecture intégrale des motifs doive avoir lieu à l'audience".

On peut comprendre que, dans le but d'éviter des pertes de temps et de résorber ainsi l'arriéré judiciaire, l'auteur de la loi en projet souhaite dispenser le juge siégeant en matière civile d'une lecture publique, souvent longue et fastidieuse, des motifs de sa décision.

Par ailleurs, le but poursuivi par le législateur de 1831 n'est pratiquement plus atteint aujourd'hui. En effet, dans de nombreux cas, les jugements en matière civile ne sont plus lus à l'audience et, lorsqu'ils le sont, c'est dans des conditions telles qu'il est souvent difficile, voire impossible, pour le public intéressé ou pour les journalistes d'en saisir exactement la motivation.

C'est ce que constatait, il y a peu, le professeur A. FETTWEIS, qui écrivait :

> "en matière civile, la lecture intégrale des décisions en audience publique est largement devenue une fiction" (1).

La raison en est qu'en fait, l'opinion publique n'exerce pas son contrôle sur les jugements rendus en matière civile qui n'intéressent que les parties. Le professeur FETTWEIS ajoutait :

> "Le temps est venu d'adopter des moyens nouveaux pour assurer la publicité des jugements. Sous réserve des restrictions que le respect de la vie privée impose, la possibilité d'obtenir du greffe, sans frais ni délai, une simple photocopie assurerait mieux l'information et le contrôle de l'opinion publique".

---

(1) "Manuel de procédure civile" Liège, 1985, p. 248.

Le professeur F. PERIN souligne, de son côté, qu'

> "en matière civile et commerciale, ... les audiences ne sont pas suivies par les informateurs de l'opinion publique, la publicité réelle des jugements (en ces matières, étant) assurée, en pratique, par les publications et revues de droit" (1).

L'on peut, en effet, penser qu'aujourd'hui, le meilleur moyen d'assurer la publicité des jugements, voulue à juste titre par le Constituant, serait de permettre à quiconque d'obtenir, au greffe, copie des décisions de justice. Toutefois, il faudrait, pour cela, modifier la loi qui ne prévoit pas une telle faculté, hormis pour les parties ou moyennant autorisation donnée, pour des motifs légitimes, par l'autorité judiciaire; il faudrait aussi que fût garanti le respect de la vie privée.

Dans l'état actuel du texte constitutionnel précité, il n'est pas possible de remplacer par un tel système celui que ce texte prévoit en imposant la lecture publique des jugements.

L'on ne peut, en effet, admettre, à cet égard, l'interprétation que l'auteur de la loi en projet donne de l'article 97 de la Constitution.

---

(1) F. PERIN, Cours de droit constitutionnel, Presses universitaires de Liège, Livre II, édit. 1984, p. 251.

Suivant cette disposition :

"Tout jugement est motivé. Il est prononcé en audience publique" (1).

En prescrivant à la fois la motivation des jugements et leur prononciation en audience publique, la disposition précitée implique nécessairement que les jugements soient lus en entier en audience publique et qu'on ne puisse se contenter d'une lecture partielle, à savoir celle du dispositif à l'exclusion des motifs qui le sous-tendent (2).

C'est qu'en effet, la prononciation publique d'un jugement et, partant, la divulgation des motifs sur lesquels le juge s'est fondé est, comme le souligne WIGNY (3), une

---

(1) La règle de la prononciation des jugements en audience publique est énoncée aussi à l'article 6, § 1er, de la Convention de sauvegarde des droits de l'homme et des libertés fondamentales, approuvée par la loi du 13 mai 1955, dans les termes suivants :

> "Le jugement doit être rendu publiquement, mais l'accès de la salle d'audience peut être interdit à la presse et au public pendant la totalité ou une partie du procès dans l'intérêt de la moralité, de l'ordre public ou de la sécurité nationale dans une société démocratique, lorsque les intérêts des mineurs ou la protection de la vie privée des parties au procès l'exigent, ou dans la mesure jugée strictement nécessaire par le tribunal, lorsque dans des circonstances spéciales la publicité serait de nature à porter atteinte aux intérêts de la justice".

(2) Pandectes belges, t. 56, V° Jugements, col. 303-304.

(3) "Droit constitutionnel", t. 1er, n° 62.

"garantie essentielle contre l'arbitraire. C'est la preuve que le juge a soigneusement examiné les moyens proposés par les plaideurs et médité sa décision (Cass., 12 mai 1932, Pas., 1932, I, 166)".

Une telle garantie, qui s'applique tant en matière civile qu'en matière criminelle, a été voulue par le Congrès national afin d'"éviter le retour des actes abusifs commis sous le Gouvernement de Guillaume de Hollande, de 1815 à 1830. Le Gouvernement provisoire avait déjà rendu la publicité obligatoire par ses arrêtés des 7 octobre et 9 novembre 1830". Il est, portait le rapport présenté par la Section centrale au Congrès national, une garantie qui s'applique à tous les tribunaux, c'est la publicité. Les juges sont plus circonspects dans leurs décisions, là où elles sont exposées à la censure du public "- HUYTTENS, t. IV, p. 96" (1).

Pour réactualiser la règle constitutionnelle, M. Jean REY a déposé, le 4 juillet 1953, un amendement au projet de déclaration de révision constitutionnelle (2), en vue de permettre la révision de l'article 97, en justifiant comme suit cet amendement :

"Le texte actuel prescrit la lecture, en audience publique, du texte complet des décisions judiciaires. Si cette disposition comporte une garantie utile aux

---

(1) DOR et BRAAS, La Constitution, in "les Novelles, Lois politiques et administratives", t. II, n° 783.
Voyez aussi VELU, Notes de droit public, Presses universitaires de Bruxelles, vol. 3, édit. 1980-1981, cinquième tirage 1984-1985, n°s 910 et 912.

(2) Doc. parlem. chambre, n° 595, sess. 1952-1953.

justiciables, par la publicité dont elle entoure les décisions de justice, notamment en matière répressive, on peut cependant se demander si la lecture publique d'arrêts parfois très longs, rendus en matière civile, est bien nécessaire et si la lecture du dispositif ne pourrait suffire. Tout le monde sait le temps considérable qui est dépensé, en pure perte croyons-nous, au cours de ces lectures. La question mérite d'être examinée".

Toutefois, comme le souligne WIGNY (1), la commission de la révision constitutionnelle de la Chambre a objecté que,

"si l'article 97 est modifié, il ne serait plus possible à celui qui n'est pas partie dans un procès, de prendre connaissance du jugement sans avoir obtenu au préalable une autorisation judiciaire"

ou qu'"il faudrait trouver d'autres garanties de publicité".

C'est pourquoi l'amendement de M. REY fut rejeté.

En 1970, il y eut une nouvelle tentative de révision de l'article 97 de la Constitution. Mais les commissions de révision constitutionnelle de la Chambre et

(1) "Propos constitutionnels", Bruxelles, Bruylant, 1963, p. 309-310.

du Sénat proposèrent de ne pas réviser cette disposition qui fut donc maintenue dans sa rédaction actuelle (1).

Il suit de ce qui précède que la disposition en projet viole l'article 97 de la Constitution et qu'elle doit, en conséquence, être omise.

Article 28.

L'omission par l'article en projet du 7° de l'article 862, § 1er, soulève la question de savoir si tout manquement à la règle de l'article 517 du Code judiciaire, suivant laquelle l'huissier de justice "ne peut cependant instrumenter ni pour son conjoint, ni pour ses parents ou alliés en ligne directe, ni pour ceux de son conjoint, ni pour ses parents et alliés collatéraux jusqu'au quatrième degré", ne doit pas être expressément sanctionné de nullité. Il vaudrait mieux que la sanction soit mentionnée dans le texte.

Si cette suggestion était retenue, il suffirait de compléter l'article 517 en ajoutant, à la fin, les mots : "le tout à peine de nullité".

---

(1) Doc. parlem., Chambre, n° 10/19 du 6 mai 1970; doc. parlem., Sénat, n° 272 du 12 mai 1970. La révision de l'article 97 tendait principalement à étendre les garanties essentielles, qui entourent le fonctionnement du pouvoir judiciaire, à toutes les juridictions (Annexe au projet de déclaration de révision de la Constitution, du 3 mars 1965, Doc. Chambre, n° 993, n° 1, p. 32).

Article 30.

L'article 30 remplace l'article 864 par un nouveau texte. L'alinéa 1er du nouveau texte énonce une règle générale; l'alinéa 2 énonce une règle dérogatoire, mais le caractère dérogatoire n'apparaît pas nettement; il faudrait écrire :

"Toutefois, les déchéances et nullités prévues à l'article 862 ne sont couvertes que lorsqu'un jugement ou arrêt contradictoire ... (la suite comme au projet)".

Article 33.

La phrase liminaire serait mieux rédigée comme suit :

"Art. 33. Un titre Vbis comprenant les articles 1034bis à 1034sexies, est inséré ...".

Article 1034bis.

Dans le texte français, il faut écrire, "le présent titre" au lieu de "le titre présent".

Le texte néerlandais devrait être rédigé en tenant compte de l'observation qui a été faite dans la version néerlandaise du présent avis.

Article 1034ter.

A la fin du 2°, il faudrait écrire "et son numéro d'inscription au registre du commerce ou au registre de l'artisanat;".

Le 4° devrait être rédigé comme suit :

"4° l'objet de la demande et l'exposé sommaire des moyens;".

Article 1034quinquies.

Il y a lieu d'écrire en français : "... en autant d'exemplaires qu'il y a de ...".

Article 35.

Tel qu'il est rédigé, le texte de l'alinéa 1er, 7°, pourrait donner à penser qu'en cas d'appel par lettre recommandée, l'énonciation des griefs n'est pas requise, ce qui n'est pas l'intention de l'auteur du projet.

En outre, le texte en projet ne précise pas la forme de la convocation à envoyer aux parties; ce ne peut être que par pli judiciaire.

Pour éviter tout malentendu, et de l'accord du délégué du ministre, le texte suivant est proposé :

"7° l'énonciation des griefs;

8° l'indication des lieu, jour et heure de la comparution, à moins que l'appel ait été formé par lettre recommandée auquel cas le greffier convoque les parties, par pli judiciaire, à comparaître à l'audience fixée par le juge".

Article 36.

Le texte en projet devrait être complété par les mots : "ou dans la convocation envoyée par le greffier".

Article 41.

A la fin de l'article 1066, alinéa 1er, en projet, il convient d'écrire en français :

"... et, s'il y a lieu, à une audience de l'après-midi".

Article 42.

L'amende prononcée d'office en cas d'appel principal téméraire ou vexatoire ne pourrait être prononcée que si les droits de la défense ont été respectés. Ou bien, le juge d'appel interpelle l'appelant à l'audience sur l'éventualité de la condamnation à une amende, ou bien, s'il ne l'a pas fait, il doit rouvrir les débats à cet effet.

Il convient que le texte soit complété de façon que l'amende ne puisse être prononcée que si l'appelant a eu l'occasion de se défendre.

Par ailleurs, pour respecter la terminologie du Code civil (voyez notamment l'article 68), il vaut mieux utiliser, dans le texte français, le mot "amende" que les mots "amende civile" et omettre, dans le texte néerlandais, le mot "burgerrechtelijke".

L'article 1072bis, alinéa 2, serait mieux rédigé comme suit :

"Le recouvrement de l'amende est poursuivi par toutes voies de droit à la diligence de l'administration de l'enregistrement et des domaines".

D'autre part, la dernière phrase de l'alinéa 2 serait mieux à sa place à la fin de l'alinéa 1er.

Le texte néerlandais de cette dernière phrase devrait être rédigé comme il est indiqué dans la version néerlandaise du présent avis.

ONDERZOEK VAN HET ONTWERP.

Opschrift.

De ontworpen wet wijzigt niet alleen de bepalingen betreffende de inleiding en de behandeling van de vorderingen, maar brengt ook wijzigingen aan in de bepalingen betreffende de rechterlijke organisatie en de bevoegdheid.

Het opschrift zou bijgevolg beter worden geredigeerd als volgt :

"Ontwerp van wet tot wijziging van het Gerechtelijk Wetboek".

Bepalend gedeelte.

Artikel 1.

In het tweede lid van het ontworpen artikel 91 dient het slot van de tweede volzin als volgt te worden gesteld : "..., indien de beklaagde dit uiterlijk bij de ondervraging over de identiteit heeft gevraagd".

Het derde lid eindigt met de volgende zin :

"Dit verzoek kan niet worden gedaan ingeval van toepassing van de artikelen 811 tot 814".

De artikelen 811 tot 814 van het Gerechtelijk Wetboek regelen de vrijwillige en de gedwongen tussenkomst. Volgens de gemachtigde van de minister betekent die verwijzing naar de artikelen 811 tot 814 dat de verwijzing naar een kamer met drie rechters niet kan worden gevraagd naar aanleiding van een tussenkomst. De bedoeling van de steller van het ontwerp zou bijgevolg beter worden weergegeven door de volgende tekst :

"Dit verzoek kan niet worden gedaan naar aanleiding van een vrijwillige of een gedwongen tussenkomst".

Artikel 7.

In het ontworpen artikel 617, eerste lid, wordt het bedrag van de laatste aanleg vastgesteld op 100.000 fr. voor de vonnissen van de rechtbank van eerste aanleg en van de rechtbank van koophandel en op 50.000 fr. voor de vonnissen van de vrederechter. Die oplossing is niet logisch.

Aan de rechtszoekenden die tegenover elkaar staan in een geding over een bedrag van meer dan 75.000 fr. en minder dan 100.000 fr. wordt immers een rechtsmiddel ontzegd dat wel wordt geboden aan de partijen in een geding over een bedrag van meer dan 50.000 fr. en minder dan 75.000 fr., terwijl zowel de eerst- als de laatstgenoemden door één rechter zullen worden berecht.

Er zij op gewezen - wat het bovenvermelde gebrek aan logica bijzonder duidelijk doet uitkomen - dat in de

vroegere tekst het bedrag van de laatste aanleg gelijk was vastgesteld op 15.000 fr. voor de vrederechter, de rechtbank van eerste aanleg en de rechtbank van koophandel.

Artikel 8.

Artikel 620, dat door artikel 8 van het ontwerp wordt opgeheven, is een traditionele regel van het gerechtelijk recht die de gelijkheid van de partijen verzekert ongeacht hun processuele positie.

De nieuwe regel heeft het nadeel dat de eiser alleen, kan bepalen of de zaak al dan niet aan de appelrechter kan worden voorgelegd.

In het licht van die opmerkingen dient het artikel te worden herzien, te meer omdat de verweerder ontegenzeglijk zal beschikken over processuele middelen (het instellen van een gelijklopende vordering, met als gevolg een samenvoeging van de zaken) die tegen het beoogde doel in zullen gaan doordat de procedure langer zal duren en meer zal kosten.

Artikel 11.

Paragraaf 1.

Het ontworpen artikel 735, § 1, zou beter als volgt worden geredigeerd :

.../...

"Art. 735, § 1. Ten aanzien van iedere verschijnende partij kunnen de zaken waarvoor slechts korte debatten nodig zijn, worden behandeld op de inleidende zitting of worden verdaagd opdat er op een nabije datum over wordt gepleit, voor zover daartoe een met redenen omkleed verzoek is gedaan in de akte van rechtsingang of door de verwerende partij".

Die wijziging doet duidelijk uitkomen dat het verzoek zowel door de verweerder als door de eiser met redenen moet worden omkleed.

Paragraaf 2.

Het laatste lid van paragraaf 2 zou beter als volgt worden geredigeerd :

"De vordering kan worden afgewezen om redenen die ... (voorts zoals in het ontwerp)".

Artikel 12.

In de Franse tekst van de inleidende volzin moet worden geschreven "... un § 1er ...".

Hetzelfde geldt voor artikel 13, in het ontworpen artikel 747bis, en voor artikel 19, in het ontworpen artikel 753, vijfde lid.

.../...

Paragraaf 1.

Het is niet duidelijk waarom een partij de inventaris van de stukken die ze ter griffie heeft neergelegd, zowel aan de tegenpartij als aan haar advocaat moet sturen.

Voorgesteld wordt te schrijven :

"De inventaris van de neergelegde stukken wordt aan de tegenpartij of aan haar advocaat gezonden".

Artikel 13.

Om de nieuwe bepaling te begrijpen zou het verkieslijk zijn er artikel 747 van het Gerechtelijk Wetboek van te maken en de ontworpen tekst eventueel aan te vullen met een paragraaf 3 die het huidige artikel 747 zou overnemen.

Het nieuwe artikel 747 dat door artikel 13 in het Gerechtelijk Wetboek wordt ingevoegd, brengt het beginsel tot uiting volgens hetwelk te laat komende conclusies niet meer ter zitting mogen worden neergelegd, behoudens uitzondering; zij dienen te worden neergelegd één maand voor de vastgestelde rechtsdag.

Het bestaande artikel 747 luidens hetwelk :

> "747. Wanneer de partijen op de zitting nieuwe conclusies nemen, (...) zij die (moeten) overhandigen aan de rechter, die ze voor gezien tekent",

.../...

wijkt niet af van dat beginsel, maar bepaalt zich ertoe een procedureregel vast te stellen, namelijk een in acht te nemen vormvereiste.

Het voormelde artikel 747 zal alleen toepassing kunnen vinden in de in het ontwerp bedoelde uitzonderlijke gevallen waarin het mogelijk is conclusies neer te leggen tijdens de maand die aan de zitting voorafgaat of eventueel ter zitting.

Artikel 14.

Paragraaf 2 van dit artikel luidt als volgt :

> "§ 2. Na de neerlegging van de eerste conclusie van de verweerder, kan de rechter de partijen bevelen in persoon te verschijnen; in dat geval worden de artikelen 992 en volgende toegepast".

Volgens de memorie van toelichting (blz. 28) is die maatregel bedoeld om een minnelijke schikking tussen de partijen te bevorderen. Of men daar met die maatregel in zal slagen kan worden betwijfeld, daar de vormvereisten die aan die maatregel zijn verbonden, inzonderheid de verwijzing naar artikel 949 van het Gerechtelijk Wetboek betreffende het proces-verbaal van getuigenverhoor, niet geschikt zijn om een minnelijke schikking te bevorderen en bijgevolg ook niet om het door de wetgever nagestreefde doel te bereiken.

Het zou verkieslijk zijn te verwijzen naar de procedure van de minnelijke schikking waarin wordt voorzien door de artikelen 731 en 733 van het Gerechtelijk Wetboek.

Artikel 16.

In de Franse tekst van het laatste lid van het ontworpen artikel 750 schrijve men :

"Le greffier informe les parties ... (voorts zoals in het ontwerp)".

Artikel 17.

Paragraaf 1.

Het zou beter zijn het ontworpen artikel 751, § 1, als volgt te stellen :

"Art. 751, § 1. De meest gerede partij kan ten aanzien van de partij die bij de inleiding of op een latere zitting niet is verschenen of die binnen de vastgestelde termijn geen conclusie heeft genomen, een vonnis vorderen dat geacht wordt op tegenspraak te zijn gewezen, wanneer zij die partij heeft laten verwittigen van de plaats, de dag en het uur waarop het vonnis zal worden gevorderd, met de mededeling dat dit vonnis, zelfs bij haar afwezigheid, een vonnis op tegenspraak zal zijn.

In eerste aanleg geschiedt de verwittiging van de verweerder, die niet bij de inleiding of op een latere zitting is verschenen, door een gerechtsdeurwaarder indien de dagvaarding niet aan de verweerder in persoon of ter woonplaats is betekend dan wel overeenkomstig artikel 38, § 1. In de overige gevallen verwittigt de griffier bij gerechtshof; in voorkomend geval verwittigt de griffier ook, bij enkele kennisgeving, de advocaat van de partij. De verwittiging bevat de tekst van dit artikel.

Ten aanzien van de partij die bij de inleiding of op een latere zitting is verschenen kan die verwittiging eerst worden gegeven na het verstrijken van de termijn van één maand vanaf de overlegging van de stukken.

Om haar conclusie ter griffie neer te leggen ... (voorts zoals in 3° van het ontworpen artikel 751)".

Paragraaf 2.

Om rekening te houden met de voor de eerste paragraaf voorgestelde nieuwe tekst moet de tekst van het eerste lid een weinig worden gewijzigd.

Men vervange "§ 1, 1°", door "§ 1, eerste lid" en "§ 1, 3°", door "§ 1, vierde lid".

Het zou beter zijn het tweede lid als volgt te redigeren :

"De partij die de toepassing van dit artikel heeft gevraagd, kan uiterlijk tien dagen voor de rechtsdag om verwijzing naar de rol verzoeken. Zo niet wordt de zaak op die rechtsdag behandeld. Is de rol overbelast, dan wordt de zaak uitgesteld opdat er op een nabije datum beknopt over wordt gepleit.

Ter wille van de overeenstemming tussen de Nederlandse en de Franse tekst zou het derde lid van deze paragraaf beter als volgt worden gesteld :

"Indien vóór de vastgestelde rechtsdag conclusies worden neergelegd door de partij die om de toepassing van dit artikel heeft verzocht, kan de andere partij verzoeken de zaak naar de rol te verwijzen of ze uit te stellen tot een nabije datum".

Het vierde lid van de paragraaf zou aldus geredigeerd moeten worden :

"Bij uitstel van de zaak blijft het voordeel van de toepassing van dit artikel bestaan".

Paragraaf 3.

In paragraaf 3 dienen de woorden "termijn van een maand" vervangen te worden door "termijn van twee maanden". Indien de voor paragraaf 1 voorgestelde nieuwe tekst wordt aangenomen, moet in paragraaf 3 de verwijzing naar § 1, 3°, vervangen worden door een verwijzing naar "paragraaf 1, vierde lid".

Paragraaf 4.

Het zou beter zijn de paragraaf aldus te stellen :

"Zijn de in dit artikel voorgeschreven formaliteiten niet vervuld, dan kan het niet worden toegepast".

Artikel 19.

Indien de tekst die hierboven is voorgesteld voor artikel 751, wordt aanvaard, dienen de verwijzingen naar artikel 751 te worden gewijzigd : in het eerste lid dient "§ 1, 1°", te worden vervangen door "§ 1, eerste lid", en in het vijfde lid dient "§ 1, 2° en 3°", te worden vervangen door "§ 1, derde en vierde lid".

Artikel 20.

Artikel 20 vervangt artikel 755 dat de schriftelijke behandeling regelt, door een nieuwe tekst die van de huidige tekst verschilt doordat hij voorschrijft dat de dossiers ter griffie worden neergelegd en niet meer ter zitting. Wil de steller van het ontwerp de neerlegging ter zitting toestaan in geval van vrijwillige verschijning, dan zou tussen het eerste en het tweede lid het volgende lid moeten worden ingevoegd :

"In afwijking van het eerste lid mogen de memories, nota's, stukken en conclusies ter zitting neergelegd worden wanneer de partijen vrijwillig verschijnen zoals bepaald in artikel 706".

.../...

In de eerste volzin van het eerste lid schrijve men : "... mogen gezamenlijk tot de schriftelijke rechtspleging besluiten".

In het tweede lid is er een discrepantie tussen de Nederlandse en de Franse tekst. Die discrepantie moet worden verholpen.

In de eerste volzin van het derde lid schrijve men aan het slot : "... over punten die hij aanwijst".

Aan het slot van het ontworpen artikel 755, derde lid, schrijve men in de Franse tekst : "... directement par pli judiciaire".

In het vierde lid, tweede volzin, zouden de woorden "In voorkomend geval", die onduidelijk zijn, gepreciseerd moeten worden. Het is immers mogelijk dat de stellers van het ontwerp willen dat de rechter nog stukken kan toelaten na de neerlegging van het dossier, inzonderheid als gevolg van een opheldering die hij gevraagd zou hebben en die door de partijen of één van hen zou zijn verstrekt.

Artikel 21.

Het huidige artikel 756 heeft betrekking op het geval dat één van de partijen de schriftelijke behandeling vraagt. Men kan zich afvragen of de voorwaarden waarop het voormelde artikel 756 wordt toegepast, wel geheel verdwenen zijn, zoals in de memorie van toelichting wordt staande gehouden.

Volgens artikel 756 is het immers zo dat wanneer de partijen conclusie hebben genomen, of wanneer de artikelen 752 of 753 zijn toegepast, de partij die tegenwoordig is op de zitting of de advocaat ervan, indien de rechtsdag driemaal werd bepaald maar over de zaak niet werd gepleit, de zaak schriftelijk kan behandelen, door zulks op de zitting of ter griffie te verklaren.

Het ontworpen artikel 756 behoort te worden herzien om uit te maken of de opheffing ervan echt nodig is, zoals in de memorie van toelichting lijkt te worden gesteld (blz. 12).

Artikel 22.

Het ontworpen artikel 764 houdt, wat de bepaling onder 2° betreft, geen rekening met de wet van 26 juni 1990 betreffende de bescherming van de persoon van de geesteszieke (Belgisch Staatsblad 27 juli), waarvan artikel 38, § 5, artikel 764, 2°, als volgt wijzigt :

> "2° de vorderingen betreffende de inbezitstelling van goederen van een afwezige, de voogdij over een minderjarige of een onbekwaamverklaarde, het beheer over de goederen van een persoon ten aanzien van wie een beschermingsmaatregel is genomen met toepassing van de wet van 26 juni 1990 betreffende de bescherming van de persoon van de geesteszieke".

Die tekst is nog niet in werking getreden, maar, om moeilijkheden te vermijden, lijkt het geboden hem in het huidige ontwerp op te nemen.

De inleidende volzin dient dus te worden aangevuld met de verwijzing naar de wet van 26 juni 1990 en het ontworpen 2° dient te worden vervangen door de hierboven aangehaalde tekst.

In het tweede lid van het ontworpen artikel 764 schrijve men : "... wanneer het zulks dienstig acht" in plaats van "... wanneer hij het dienstig acht".

Artikel 24.

Het zou beter zijn het derde lid van het ontworpen artikel 769 als volgt te stellen :

"Wanneer artikel 755 is toegepast, geschiedt de sluiting van de debatten van rechtswege één maand na de neerlegging van de dossiers ter griffie of wordt ze door de rechter uitgesproken op de dag waarop de door hem gevraagde mondelinge opheldering is verschaft".

Artikel 25.

Wegens de regel die geformuleerd is in artikel 2 van het Gerechtelijk Wetboek en wegens de algemeenheid van de termen van de ontworpen tekst, dienen in het eerste lid van het ontworpen artikel 770, na het woord "vrederechters" de woorden "en de rechters in de politierechtbank" te worden ingevoegd.

Het ontworpen artikel 770, vijfde lid, luidt als volgt :

> "Behalve wat de berechting van de strafvordering aangaat, leest de rechter slechts het beschikkend gedeelte van het vonnis voor, verwijzend naar de in de minuut vermelde gronden, tenzij de partijen of hun advocaten de voorlezing van de motieven vragen".

De memorie van toelichting vermeldt dat die bepaling stoelt op een interpretatie van artikel 97 van de Grondwet die "(niet) impliceert ... dat de integrale lezing van de motieven ter zitting zou geschieden".

Het valt te begrijpen dat de steller van de ontworpen wet, om tijdverlies te vermijden en om de achterstand bij het gerecht zodoende terug te dringen, de burgerlijke rechter wenst vrij te stellen van een openbare voorlezing van de motieven van zijn beslissing, welke voorlezing vaak lang en eentonig is.

Bovendien wordt het door de wetgever van 1831 nagestreefde oogmerk thans vrijwel niet meer bereikt. In vele gevallen worden de vonnissen in burgerlijke zaken immers niet meer op de zitting voorgelezen en wanneer ze toch worden voorgelezen, geschiedt dat in zodanige omstandigheden dat het voor het belangstellende publiek of voor de journalisten vaak moeilijk, ja zelfs onmogelijk is, de motivering ervan precies te begrijpen.

Dat is wat professor A. FETTWEIS onlangs vaststelde toen hij schreef :

"en matière civile, la lecture intégrale des décisions en audience publique est largement devenue une fiction" (1).

De reden daarvan is dat de publieke opinie geen toezicht uitoefent op de vonnissen die in burgerlijke zaken gewezen worden en die alleen de partijen aangaan. Professor FETTWEIS schreef verder nog :

"Le temps est venu d'adopter des moyens nouveaux pour assurer la publicité des jugements. Sous réserve des restrictions que le respect de la vie privée impose, la possibilité d'obtenir du greffe, sans frais ni délai, une simple photocopie assurerait mieux l'information et le contrôle de l'opinion publique".

Professor F. PERIN, van zijn kant, wijst erop dat

"en matière civile et commerciale, ... les audiences ne sont pas suivies par les informateurs de l'opinion publique, la publicité réelle des jugements (en ces matières, étant) assurée, en pratique, par les publications et revues de droit" (2).

Men kan zich immers indenken dat thans het beste middel om te zorgen voor de bekendmaking van de vonnissen, die terecht door de Grondwetgever gewild is, erin zou bestaan dat iedereen op de griffie een kopie zou kunnen krijgen van de rechterlijke beslissingen. Daarvoor zou evenwel de wet dienen te worden gewijzigd, aangezien zij niet in zo'n mogelijkheid voorziet, behalve voor de partijen of mits de rechterlijke overheid om gegronde redenen toestemming

---

(1) "Manuel de procédure civile", Luik, 1985, blz. 248.

(2) F. PERIN, Cours de droit constitutionnel, Presses universitaires de Liège, Boek II, uitg. 1984, blz. 251.

verleent; er zou ook moeten worden gezorgd voor de eerbiediging van de persoonlijke levenssfeer.

Bij de huidige stand van de vorenvermelde tekst van de Grondwet, is het niet mogelijk de in die tekst bepaalde regeling, die de openbare voorlezing van de vonnissen voorschrijft, te vervangen door een regeling als hierboven beschreven.

Men kan immers, in dat opzicht, niet de interpretatie aannemen die de steller van de ontworpen wet geeft van artikel 97 van de Grondwet.

Die bepaling luidt als volgt :

"Elk vonnis is met redenen omkleed. Het wordt in openbare terechtzitting uitgesproken" (1).

---

(1) De regel dat de vonnissen in openbare terechtzitting worden uitgesproken, wordt ook geformuleerd in artikel 6, § 1, van het Verdrag tot bescherming van de rechten van de mens en de fundamentele vrijheden, goedgekeurd bij de wet van 13 mei 1955, in de volgende bewoordingen :

> "Het vonnis moet in het openbaar worden gewezen maar de toegang tot de rechtszaal kan aan de pers en het publiek worden ontzegd gedurende het gehele proces of een deel daarvan, in het belang van de goede zeden, van de openbare orde of 's lands veiligheid in een democratische samenleving, wanneer de belangen van minderjarigen of de bescherming van het privé-leven van partijen bij het proces dit eisen of, in die mate als door de rechter onder bepaalde omstandigheden strikt noodzakelijk wordt geoordeeld, wanneer openbaarmaking de belangen van de rechtspraak zou schaden".

Doordat de vorengenoemde bepaling zowel de motivering van de vonnissen als de uitspraak ervan in openbare terechtzitting voorschrijft, houdt zij noodzakelijkerwijs in dat de vonnissen in hun geheel voorgelezen worden in openbare terechtzitting en dat men zich niet mag vergenoegen met een gedeeltelijke voorlezing, namelijk de voorlezing van het beschikkend gedeelte, met uitsluiting van de motieven waarop het stoelt (1).

Zoals WIGNY (2) erop wijst zijn immers de openbare uitspraak van een vonnis en, dientengevolge, de bekendmaking van de motieven waarop de rechter gesteund heeft, een

> "garantie essentielle contre l'arbitraire. C'est la preuve que le juge a soigneusement examiné les moyens proposés par les plaideurs et médité sa décision (Cass., 12 mei 1932, Pas., 1932, I, 166)".

Een zodanige waarborg, die zowel in burgerrechtelijke als in strafrechtelijke aangelegenheden van toepassing is, is door het Nationaal Congres gewild met als doel "éviter le retour des actes abusifs commis sous le Gouvernement de Guillaume de Hollande, de 1815 à 1830. Le Gouvernement provisoire avait déjà rendu la publicité obligatoire par ses arrêtés des 7 octobre et 9 novembre 1830". Er is, zo luidde het in het verslag dat door de Centrale Afdeling

---

(1) Pandectes belges, d. 56, V° Jugements, kol. 303-304.

(2) "Droit constitutionnel", d. 1, nr. 62.

aan het Nationaal Congres werd voorgelegd, een waarborg die geldt voor alle rechtbanken, en dat is de openbaarmaking. De rechters gaan veel omzichtiger te werk bij het nemen van beslissingen wanneer deze blootstaan aan de kritiek van het publiek "- HUYTTENS, d. IV, blz. 96" (1).

Om de grondwettelijke regel opnieuw up to date te maken heeft de heer Jean REY op 4 juli 1953 een amendement ingediend op het ontwerp van verklaring tot grondwetsherziening (2), dat ertoe strekte de herziening van artikel 97 mogelijk te maken. Bij dat amendement heeft hij de volgende verantwoording gegeven :

> "De huidige tekst bepaalt dat de volledige tekst van de rechterlijke beslissingen in openbare terechtzitting wordt voorgelezen.
>
> Indien in die bepaling een nuttige waarborg ligt voor de rechtsonderhorigen, wegens de openbaarheid die aan de beslissingen van het gerecht, o.m. in strafzaken, wordt gegeven, mag men zich nochtans afvragen of het voorlezen in het openbaar van soms heel lange arresten die in burgerlijke zaken worden gewezen wel nodig is en of het niet zou volstaan de eigenlijke tekst van het vonnis voor te lezen. Iedereen weet hoeveel tijd er tijdens die voorlezingen verloren gaat, onzes inziens om niet. Die kwestie verdient te worden onderzocht".

---

(1) DOR en BRAAS, La Constitution, in "Les Novelles, Lois politiques et administratives", d. II, nr. 783.
Zie ook VELU, Notes de droit public, Presses universitaires de Bruxelles, deel 3, uitg. 1980-1981, vijfde druk 1984-1985, nrs. 910 en 912.

(2) Gedr. St. Kamer, nr. 595, zitting 1952-1953.

Zoals WIGNY (1) er op wijst, heeft de Commissie voor de herziening van de Grondwet van de Kamer evenwel daartegen ingebracht dat,

> "si l'article 97 est modifié, il ne serait plus possible à celui qui n'est pas partie dans un procès, de prendre connaissance du jugement sans avoir obtenu au préalable une autorisation judiciaire"
>
> of dat "il faudrait trouver d'autres garanties de publicité".

Om die redenen werd het amendement van de heer REY verworpen.

In 1970 was er een nieuwe poging tot herziening van artikel 97 van de Grondwet. Maar de Commissies voor de herziening van de Grondwet van de Kamer en van de Senaat stelden voor die bepaling niet te herzien, zodat ze in haar huidige redactie behouden bleef (2).

Uit het bovenstaande volgt dat de ontworpen bepaling artikel 97 van de Grondwet schendt en derhalve moet vervallen.

---

(1) "Propos constitutionnels", Brussel, Bruylant, 1963, blz. 309-310.

(2) Gedr. St. Kamer, nr. 10/19 van 6 mei 1970; Gedr. St. Senaat, nr. 272 van 12 mei 1970. De herziening van artikel 97 had hoofdzakelijk tot doel de essentiële waarborgen waarmee de werking van de rechterlijke macht gepaard gaat, uit te breiden tot de andere jurisdicties (Bijlage bij het ontwerp van verklaring betreffende de herziening van de Grondwet, 3 maart 1965, Gedr. St. Kamer, nr. 993, nr. 1, blz. 32).

Artikel 28.

Het weglaten van 7° van artikel 862, § 1, door het ontworpen artikel, doet de vraag rijzen of op het niet in acht nemen van de regel van artikel 517 van het Gerechtelijk Wetboek, volgens welke de gerechtsdeurwaarder "echter niet (mag) optreden voor zijn echtgenoot noch voor zijn bloed- en aanverwanten in de rechte lijn of die van zijn echtgenoot, noch voor zijn bloed- en aanverwanten in de zijlijn, tot in de vierde graad" niet uitdrukkelijk als sanctie nietigheid moet worden gesteld. Het zou beter zijn die sanctie in de tekst te vermelden.

Indien op dit voorstel wordt ingegaan, is het voldoende artikel 517 aan te vullen door aan het slot de volgende woorden toe te voegen : "dit alles op straffe van nietigheid".

Artikel 30.

Artikel 30 vervangt artikel 864 door een nieuwe tekst. Het eerste lid van de nieuwe tekst bevat een algemene regel; het tweede lid bevat een afwijkende regel, doch die afwijking komt niet duidelijk tot uiting; er zou moeten worden geschreven :

"Verval en nietigheid als bepaald in artikel 862 zijn echter pas gedekt, wanneer een vonnis of arrest op tegenspraak ... (voorts zoals in het ontwerp)".

.../...

Artikel 33.

Het zou beter zijn de inleidende volzin als volgt te redigeren :

"Art. 33. Een titel Vbis, met de artikelen 1034bis tot 1034sexies, wordt ... ingevoegd".

Artikel 1034bis.

In de Franse tekst schrijve men "le présent titre" in plaats van "le titre présent".

In de Nederlandse tekst schrijve men : "... dat aan de tegenpartij ter kennis wordt gebracht, ...".

Artikel 1034ter.

Aan het slot van 2° zou er moeten worden geschreven : "en zijn inschrijvingsnummer in het handelsregister of ambachtsregister;".

4° zou als volgt moeten worden geredigeerd :

"4° het onderwerp van de vordering en de korte samenvatting van de middelen;".

Artikel 1034quinquies.

Er behoort in de Franse tekst te worden geschreven : "... en autant d'exemplaires qu'il y a de ...".

Artikel 35.

Uit de tekst van het eerste lid, 7°, zoals hij geredigeerd is, zou kunnen worden afgeleid dat de uiteenzetting van de grieven niet vereist is wanneer hoger beroep wordt ingesteld bij aangetekend schrijven, hetgeen niet de bedoeling is van de steller van het ontwerp.

Voorts wordt in de ontworpen tekst niet gepreciseerd in welke vorm de oproeping aan de partijen moet worden gezonden; dit kan alleen bij gerechtsbrief geschieden.

Om elk misverstand te voorkomen wordt, met instemming van de gemachtigde van de minister, de volgende tekst voorgesteld :

"7° de uiteenzetting van de grieven;

8° de plaats, de dag en het uur van verschijning, tenzij hoger beroep is ingesteld bij aangetekend schrijven, in welk geval de griffier de partijen bij gerechtsbrief oproept om te verschijnen op de zitting die de rechter bepaalt".

.../...

Artikel 36.

De ontworpen tekst zou moeten worden aangevuld met de woorden : "of in de door de griffier toegezonden oproeping".

Artikel 41.

Aan het slot van het ontworpen artikel 1066, eerste lid, schrijve men in de Franse tekst :

"... et, s'il y a lieu, à une audience de l'après-midi".

Artikel 42.

De geldboete die van ambtswege wordt uitgesproken in geval van tergend of roekeloos hoofdberoep zou slechts kunnen worden uitgesproken indien de rechten van de verdediging zijn geëerbiedigd. Ofwel ondervraagt de appelrechter de eiser ter zitting over de mogelijkheid dat hij tot een geldboete wordt veroordeeld of, zo hij dit niet heeft gedaan, moet hij de debatten daartoe heropenen.

De tekst moet zo worden aangevuld dat de geldboete eerst kan worden uitgesproken als de eiser de gelegenheid heeft gehad zich te verdedigen.

Wil men de terminologie van het Burgerlijk Wetboek in acht nemen (zie met name artikel 68), dan zou het

overigens beter zijn in de Franse tekst het woord "amende" te gebruiken in plaats van de woorden "amende civile" en in het Nederlands het woord "burgerrechtelijke" weg te laten.

Het zou beter zijn artikel 1072bis, tweede lid, als volgt te redigeren :

"De geldboete wordt geïnd door de Administratie der Registratie en Domeinen met aanwending van alle middelen van recht".

Voorts zou de laatste zin van het tweede lid beter op zijn plaats zijn aan het slot van het eerste lid.

Deze laatste zin zou beter als volgt gesteld worden :

"De Koning mag het minimum- en het maximumbedrag om de vijf jaar aanpassen aan de kosten van levensonderhoud".

La chambre était composée de

Messieurs : J.-J. STRYCKMANS, président de chambre,
de Heren : kamervoorzitter,

C.-L. CLOSSET, président de chambre,
kamervoorzitter,

M. LEROY, conseiller d'Etat,
staatsraad,

J. DE GAVRE, assesseurs de la
section de législation,
P. GOTHOT, assessoren van de
afdeling wetgeving,

Madame : J. GIELISSEN, greffier assumé,
Mevrouw : toegevoegd griffier.

De kamer was samengesteld uit

La concordance entre la version française et la version néerlandaise a été vérifiée sous le contrôle de M. J.-J. STRYCKMANS.

Le rapport a été présenté par M. A. MERCENIER, premier auditeur

De overeenstemming tussen de Franse en de Nederlandse tekst werd nagezien onder toezicht van de H. J.-J. STRYCKMANS.

Het verslag werd uitgebracht door de H. A. MERCENIER, eerste auditeur

LE GREFFIER - DE GRIFFIER,

J. GIELISSEN.

LE PRESIDENT - DE VOORZITTER,

J.-J. STRYCKMANS.